CAMERA DEI DEPUTATI N. 2416

DISEGNO DI LEGGE

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI
(MORO ALDO)

DI CONCERTO COL MINISTRO DI GRAZIA E GIUSTIZIA
(ZAGARI)

E COL MINISTRO DELL'INTERNO
(TAVIANI)

—

Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea relativa al rimpatrio dei minori, firmata a L'Aja il 28 maggio 1970

Seduta del 18 ottobre 1973

ONOREVOLI COLLEGHI ! — La Convenzione europea sul rimpatrio dei minori, aperta alla firma a L'Aja il 28 maggio 1970, rientra nel quadro degli accordi intesi ad assicurare la collaborazione in campo giuridico tra gli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa si propone di regolare la procedura di trasferimento di un minore da uno Stato ad un altro, in particolare quando un minore si trovi nel territorio di uno Stato contro il volere di coloro che ne sono responsabili o quando la sua presenza su quel territorio sia incompatibile o con gli interessi del minore stesso o con quelli dello Stato che lo ospita.

Una specifica regolamentazione della materia è sembrata necessaria, ai fini della collaborazione internazionale, con riguardo alle particolari esigenze delle categorie di soggetti contemplate nell'accordo.

Questi soggetti sono infatti bisognosi di una tutela vigile e qualificata che consenta loro un inserimento nella realtà sociale e lavorativa e nello stesso tempo un libero sviluppo della loro personalità.

Il recepimento nell'ordinamento nazionale di questa disciplina normativa, che si affianca alla Convenzione sull'adozione dei minori tuttora in corso di ratifica (Camera n. 2137), varrà a riempire un vuoto di coordinamento largamente sentito nel campo della tutela dei minori e varrà altresì a sanare un settore particolarmente delicato, qual è quello dell'emigrazione minorile.

La Convenzione detta preliminarmente (titolo I, articoli 1-3) le disposizioni di carattere generale: quali la definizione di « minore », agli effetti dell'accordo, il campo di applicazione del medesimo, l'istituzione di una autorità centrale, da designarsi da ciascun paese, competente a formulare ed a ricevere le richieste di trasferimento (Ministero dell'interno per l'Italia).

Dopo le disposizioni generali la Convenzione contempla al titolo II (articoli 4-13) la

procedura prevista per il rimpatrio dei minori su richiesta di uno Stato diverso da quello ospitante, regola i casi in cui è data facoltà di rifiutarla, o di soprassedervi, punti questi particolarmente interessanti, e consente l'adozione di misure di carattere provvisorio in vista del rimpatrio.

Il titolo III (articoli 14 e 15) stabilisce (articolo 14) i criteri in base ai quali lo Stato ospitante rivolge la richiesta di rimpatrio del minore ad un terzo Stato (contraente) e fissa (articolo 15) le modalità per il rimpatrio.

Il titolo IV (articoli 16-22), che contiene le disposizioni comuni, disciplina tra l'altro i requisiti della richiesta di rimpatrio, l'eventuale transito attraverso un altro Stato contraente in vista del rimpatrio stesso, l'obbligo della motivazione in caso di rifiuto sia del rimpatrio sia del solo transito, nonché il problema delle spese.

Il titolo V (articoli 23-30) detta le disposizioni finali: regola i problemi concernenti gli adempimenti necessari e le modalità di diritto internazionale previste per l'efficacia dell'atto.

DISEGNO DI LEGGE

—

ART. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea relativa al rimpatrio dei minori, firmata a L'Aja il 28 maggio 1970.

ART. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 23 della Convenzione medesima.

CONVENTION EUROPEENNE SUR LE RAPATRIEMENT DES MINEURS

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que leur étroite union se manifeste, notamment, par un accroissement de la circulation des personnes;

Considérant que si ce fait n'a généralement que d'heureuses conséquences, il pose néanmoins certains problèmes, notamment quand un mineur se trouve sur le territoire d'un Etat contre la volonté de ceux qui sont appelés à protéger ses intérêts ou quand sa présence sur le territoire d'un Etat est incompatible, soit avec ses propres intérêts, soit avec ceux de cet Etat;

Convaincus de la nécessité de coopérer afin de permettre le transfèrement de ces mineurs par voie d'autorité,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1.

Au sens de la présente Convention l'expression:

(*a*) « mineur » désigne toute personne qui n'a pas encore atteint la majorité d'après la loi applicable selon les règles du droit international privé de l'Etat requérant et qui, d'après cette loi, n'a pas la capacité de fixer seule sa résidence;

(*b*) « autorité parentale » désigne le droit de fixer la résidence du mineur, dont sont investies des personnes physiques ou morales par l'effet de la loi ou d'une décision judiciaire ou administrative;

(*c*) « rapatriement » d'un mineur désigne le transfèrement de celui-ci, en application de la présente Convention, d'un Etat contractant dans un autre Etat contractant, que ce dernier Etat soit ou non celui dont le mineur est ressortissant.

ARTICLE 2.

(1) La présente Convention s'applique aux mineurs qui se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et dont le rapatriement est demandé par un autre Etat contractant pour l'une des raisons suivantes:

(*a*) la présence du mineur sur le territoire de l'Etat requis est contraire à la volonté de la personne ou des personnes qui détiennent à son égard l'autorité parentale;

(*b*) la présence du mineur sur le territoire de l'Etat requis est incompatible avec une mesure de protection ou de rééducation prise à son égard par les autorités compétentes de l'Etat requérant;

(*c*) la présence du mineur sur le territoire de l'Etat requérant est nécessaire en raison d'une procédure visant à prendre à son égard des mesures de protection ou de rééducation.

(2) La présente Convention s'applique également au rapatriement des mineurs qui se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant lorsque cet Etat estime leur présence contraire à ses propres intérêts ou aux intérêts de ces mineurs et pour autant que sa législation lui permette de les éloigner de son territoire.

ARTICLE 3.

Chaque Etat contractant désigne une autorité centrale chargée de former, d'adresser et de recevoir les requêtes aux fins de rapatriement. Cette désignation est notifiée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

TITRE II

RAPATRIEMENT SUR LA REQUETE D'UN ETAT AUTRE QUE L'ETAT DE SEJOUR

ARTICLE 4.

(1) Toute demande visant à obtenir le rapatriement d'un mineur pour une des raisons prévues à l'article 2, paragraphe 1, est adressée à l'autorité centrale de l'Etat vers lequel le rapatriement est sollicité.

(2) Si les autorités compétentes de cet Etat estiment la demande bien fondée et opportune, l'autorité centrale dudit Etat adresse à l'autorité centrale de l'Etat de séjour du mineur une requête aux fins de rapatriement.

ARTICLE 5.

(1) Aucune décision sur une requête aux fins de rapatriement n'est prise avant que le mineur ait été entendu personnellement, si ses facultés de discernement le permettent, par une autorité compétente de l'Etat requis.

(2) En outre, cette autorité s'efforce de recueillir l'avis des personnes intéressées par ladite décision et, notamment, de celles qui détiennent l'autorité parentale ou qui, sur le territoire de l'Etat requis assurent en fait la garde du mineur. Cette consultation n'a lieu que dans la mesure où elle n'est pas de nature à porter préjudice aux intérêts du mineur en raison des délais qu'elle peut nécessiter.

ARTICLE 6.

L'Etat requis donne une suite favorable à toute requête aux fins de rapatriement conforme à la présente Convention et fondée sur l'article 2, paragraphe 1, à moins qu'il n'exerce la faculté de la rejeter en application des articles 7 et 8.

ARTICLE 7.

La requête peut être rejetée:

(*a*) si le mineur a, d'après la loi applicable selon les règles du droit international privé de l'Etat requis, la capacité de fixer seul sa résidence ou si une telle capacité découle de la législation interne de l'Etat requis;

(*b*) si la requête est fondée sur l'article 2, paragraphe 1 (*a*) et vise à soumettre le mineur à l'autorité de personnes qui ne détiennent pas l'autorité parentale d'après la loi applicable selon les règles du droit international privé de l'Etat requis ou qui ne détiennent pas l'autorité parentale selon la législation interne de l'Etat requis;

(*c*) si l'Etat requis considère que l'Etat requérant n'est pas compétent pour prendre les mesures prévues à l'article 2, paragraphe 1 (*b*) et (*c*);

(*d*) si l'Etat requis estime que le rapatriement du mineur est contraire à son ordre public;

(*e*) si le mineur est ressortissant de l'Etat requis;

(*f*) s'il s'agit d'un mineur ressortissant d'un Etat non contractant dont le rapatriement ne serait pas compatible avec les engagements existant entre cet Etat et l'Etat requis.

ARTICLE 8.

L'Etat requis peut, en outre, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, rejeter la requête:

(*a*) si la personne ou les personnes qui détiennent l'autorité parentale ou à qui le mineur est confié se trouvent sur le territoire de l'Etat requis et s'opposent au rapatriement;

(*b*) si le rapatriement est considéré comme étant contraire à l'intérêt du mineur, notamment lorsque ce dernier a des liens familiaux ou sociaux effectifs dans cet Etat ou lorsque le rapatriement est incompatible avec une mesure de protection ou de rééducation prise dans ledit Etat.

ARTICLE 9.

L'Etat requis peut ajourner sa décision sur la requête:

(*a*) si l'autorité parentale, sur laquelle la requête est fondée, est contestée pour des raisons sérieuses;

(*b*) s'il estime nécessaire de poursuivre le mineur pour une infraction ou de lui faire subir une sanction pénale privative de liberté.

ARTICLE 10.

Si la requête est accueillie, les autorités compétentes de l'Etat requérant et celles de l'Etat requis fixent, d'un commun accord et dans les meilleurs délais, les modalités de rapatriement.

ARTICLE 11.

L'Etat requis peut prendre les mesures provisoires nécessaires en vue du rapatriement et, notamment, placer le mineur dans une institution de protection de la jeunesse. Il peut mettre fin à tout moment à ces mesures qui cessent, en tout cas, à l'expiration d'un délai de 30 jours si la requête n'a pas été accueillie. Ces mesures provisoires sont régies par le droit interne de l'Etat requis.

ARTICLE 12.

En cas d'urgence, l'autorité centrale de l'Etat requérant peut demander que les mesures provisoires visées à l'article 11 soient prises avant même la réception, par l'Etat requis, de la requête aux fins de rapatriement. Ces mesures cessent si cette dernière requête n'a pas été reçue dans les dix jours.

ARTICLE 13.

(1) Lorsqu'une personne est rapatriée conformément aux dispositions du présent Titre, aucune poursuite pénale ne peut être ni engagée ni continuée à son encontre dans l'Etat requérant pour des faits commis avant son rapatriement, à moins que l'Etat requis n'y consente expressément. Ce consentement est également requis pour l'exécution d'une condamnation à une sanction pénale privative de liberté ou à une peine plus grave, prononcée dans l'Etat requérant avant le rapatriement.

(2) Le consentement prévu au paragraphe 1 est régi par les règles applicables dans l'Etat requis en matière d'extradition ou par toutes autres règles instituées dans cet Etat en vue de l'application du présent article.

(3) Le consentement ne peut être refusé dans les cas où l'Etat requis serait tenu d'accorder l'extradition si celle-ci était demandée.

TITRE III

RAPATRIEMENT SUR LA REQUETE DE L'ETAT DE SEJOUR

ARTICLE 14.

(1) Dans les cas prévus à l'article 2, paragraphe 2, l'Etat de séjour du mineur peut demander à un autre Etat contractant d'accepter le rapatriement de ce mineur selon les dispositions suivantes:

(*a*) lorsque la personne ou les personnes qui détiennent l'autorité parentale se trouvent dans un autre Etat contractant, la requête est adressée à cet Etat;

(*b*) lorsque la personne ou les personnes qui détiennent l'autorité parentale se trouvent dans un Etat non contractant, la requête est adressée à l'Etat contractant où le mineur a sa résidence habituelle;

(*c*) lorsque l'Etat où se trouvent la personne ou les personnes qui détiennent l'autorité parentale n'est pas connu ou lorsque personne ne détient cette autorité, la requête est adressée à l'Etat contractant où le mineur a sa résidence habituelle ou, si le rapatriement vers cet Etat est refusé ou ne peut avoir lieu, à l'Etat contractant dont le mineur est ressortissant.

(2) Les dispositions du paragraphe 1 n'affectent pas les pouvoirs que les Etats contractants tiennent de leur propre législation relative aux étrangers.

ARTICLE 15.

(1) Si l'Etat requis accepte de recevoir le mineur, les autorités compétentes de l'Etat requérant et de l'Etat requis fixent, d'un commun accord et dans les meilleurs délais, les modalités du rapatriement.

(2) La requête aux fins de rapatriement peut être accompagnée d'une demande tendant à ce que soit prise toute mesure appropriée en raison de la conduite ou de la situation du mineur dans l'Etat requérant. Elle peut mentionner en outre toutes conditions auxquelles le rapatriement serait subordonné.

TITRE IV

DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 16.

(1) Toute requête aux fins de rapatriement est formulée par écrit et indique notamment:

(*a*) l'autorité centrale dont elle émane;

(*b*) l'identité et la nationalité du mineur dont le rapatriement est demandé ainsi que, le cas échéant, son lieu de résidence dans l'Etat requis;

(*c*) les raisons invoquées à l'appui de la requête;

(*d*) le cas échéant, l'autorité ou la personne qui a présenté la demande de rapatriement et la nature de ses rapports juridiques avec le mineur.

(2) Dans le cas visé à l'article 2, paragraphe 1, la requête est accompagnée, s'il y a lieu, de l'original ou d'une copie authentique, soit du titre justificatif de l'autorité parentale à moins que cette autorité ne découle directement de la loi, soit de la décision ordonnant une mesure de protection ou de rééducation à l'égard du mineur, soit des documents faisant apparaître la necessité de la comparution du mineur dans la procedure en cours dans l'Etat requérant ainsi que les buts de cette procédure.

(3) Si l'Etat requis estime que les renseignements fournis par l'Etat requérant sont insuffisants pour lui permettre de statuer sur la requête, il demande les informations complémentaires qui lui sont nécessaires. Il peut fixer un délai pour l'obtention de ces informations.

ARTICLE 17.

(1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, la traduction des requêtes et des pièces annexes n'est pas exigée.

(2) Tout Etat contractant peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, se réserver la faculté d'exiger que les requêtes et pièces annexes lui soient adressées, accompagnées, soit d'une traduction dans sa propre langue ou dans l'une de ses langues, soit d'une traduction dans l'une quelconque des langues officielles du Conseil de l'Europe ou dans celle de ces langues qu'il indiquera. Les autres Etats contractants peuvent appliquer la règle de la réciprocité.

(3) Le présent article ne porte pas atteinte aux dispositions relatives à la traduction des requêtes et pièces annexes contenues dans les accords ou arrangements en vigueur ou à intervenir entre deux ou plusieurs Etats contractants.

ARTICLE 18.

Les pièces et documents transmis en application de la présente Convention sont dispensés de toutes formalités de légalisation.

ARTICLE 19.

(1) Le transit d'un mineur en voie de rapatriement, conformément à la présente Convention, à travers le territoire d'un Etat contractant, est accordé sur simple notification laissant une trace écrite et émanant de l'Etat à partir duquel le rapatriement doit être effectué.

(2) Le transit peut être refusé dans le cas où:

(*a*) le mineur fait l'objet d'une poursuite pénale dans l'Etat de transit ou s'il doit y subir une sanction pénale privative de liberté ou une peine plus grave;

(*b*) le mineur est ressortissant de l'Etat de transit.

(3) Lorsque le transit n'est pas refusé, le mineur ne peut être ni arrêté ni détenu dans l'Etat de transit en raison de faits commis avant son entrée dans cet Etat.

(4) L'Etat de transit veille à ce que le mineur ne se soustraie pas au rapatriement.

ARTICLE 20.

Tout refus de rapatriement ou de transit est motivé.

ARTICLE 21.

Les communications entre autorités centrales relatives à l'application de la présente Convention peuvent être transmises par l'intermédiaire de l'Organisation Internationale de Police Criminelle (INTERPOL).

ARTICLE 22.

(1) Les frais engagés en vue de l'application de la présente Convention sont à la charge:

(*a*) de l'Etat requis, s'ils sont engagés sur son propre territoire;

(*b*) de l'Etat requérant, dans les autres cas.

(2) Le présent article ne fait pas obstacle au recouvrement des frais sur le mineur ou sur les autres personnes qui en seraient redevables.

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 23.

(1) La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres représentés au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

(2) La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

(3) Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire, qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

ARTICLE 24.

(1) Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente Convention.

(2) L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

ARTICLE 25.

Chaque Etat contractant pourra, par une déclaration faite au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion définir, en ce qui le concerne, le terme « ressortissant » au sens de la présente Convention.

ARTICLE 26.

(1) Tout Etat contractant peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

(2) Tout Etat contractant peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la declaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

(3) Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourrà être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 29 de la présente Convention.

ARTICLE 27.

(1) Sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article, la présente Convention abroge, en ce qui concerne les territoires auxquelles elle s'applique, les dispositions des traités, conventions ou accords bilatéraux, qui, entre Etats contractants, régissent le rapatriement des mineurs pour les raisons prévues à l'article 2, dans la mesure où les Etats contractants ont toujours la faculté de recourir aux possibilités de rapatriement prévues par la présente Convention.

(2) La présente Convention ne s'oppose pas au rapatriement ou à l'extradition fondés soit sur des conventions ou accords internationaux, soit sur le droit interne de l'Etat en cause.

(3) Les Etats contractants peuvent conclure entre eux des accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux questions réglées par la présente Convention; toutefois, de tels accords ne pourront être conclus qu'en vue de compléter les dispositions de celle-ci ou pour faciliter l'application des principes qui y sont contenus. Ils peuvent, notamment, prévoir, par des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux, des rapports directs entre autorités locales.

(4) En outre, si deux ou plusieurs Etats contractants ont établi ou viennent à établir leurs relations sur la base d'une législation uniforme ou d'un régime particulier, ils auront la faculté de régler leurs rapports en la matière en se fondant exclusivement sur ces systèmes, nonobstant les dispositions de la présente Convention. Les Etats contractants qui viendraient à exclure dans leurs rapports mutuels l'application de la présente Convention conformément aux dispositions du présent paragraphe adresseront à cet effet une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

ARTICLE 28.

Le Conseil de l'Europe suivra l'exécution de la présente Convention et facilitera autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l'exécution de la Convention donnerait lieu.

ARTICLE 29.

(1) La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

(2) Tout Etat contractant pourra, en ce qui le concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

(3) La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

ARTICLE 30.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres représentés au Comité des Ministres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

(*a*) toute signature;

(*b*) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

(*c*) toute notification effectuée en vertu de l'article 3 de la présente Convention;

(*d*) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 23;

(*e*) toute déclaration effectuée en vertu de l'article 25;

(*f*) toute notification effectuée en vertu de l'article 26;

(*g*) toute notification effectuée en vertu de l'article 27, paragraphe 4;

(*h*) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 29 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 28 mai 1970, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les Archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

BRODA

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

W. VAN CAUWENBERG

Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:

Pour le Gouvernement de la République française:

C. DE MARGERIE

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:

GERHARD JAHN

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne:

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:

PAUL REUTER

Pour le Gouvernement de Malte:

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

C. H. F. POLAK

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

Pour le Gouvernement de la République turque:

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE EUROPEA SUL RIMPATRIO DEI MINORI

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Considerando che la loro stretta unione si manifesta, in particolare, in un aumento della circolazione delle persone;

Considerando che, sebbene tale fatto abbia generalmente benefiche conseguenze, esso solleva nondimeno alcuni problemi, in particolare quando un minore si trova sul territorio di uno Stato contro la volontà di coloro che sono tenuti a proteggerne gli interessi, o quando la sua presenza sul territorio di uno Stato è incompatibile, sia con i suoi propri interessi che con quelli di tale Stato;

Convinti della necessità di dover cooperare al fine di permettere il trasferimento obbligatorio di tali minori,

Hanno convenuto quanto segue:

TITOLO I

DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 1.

Ai fini della presente Convenzione l'espressione:

(*a*) « minore » indica ogni persona che non abbia ancora raggiunto la maggiore età in base alla legge applicabile secondo le norme di diritto internazionale privato dello Stato richiedente e che, in base a detta legge, non abbia la capacità di fissare da sola la propria residenza;

(*b*) « patria potestà » indica il diritto di fissare la residenza del minore, di cui sono investite persone fisiche o giuridiche in base alla legge o ad una decisione giudiziaria o amministrativa;

(*c*) « rimpatrio » di un minore indica il trasferimento di quest'ultimo, in applicazione della presente Convenzione, da uno Stato contraente ad un altro Stato contraente, sia quest'ultimo Stato o meno lo Stato di cui il minore è cittadino.

ARTICOLO 2.

(1) La presente Convenzione si applica ai minori che si trovano sul territorio di uno Stato contraente e il cui rimpatrio è richiesto da un altro Stato contraente per una delle seguenti ragioni:

(*a*) la presenza del minore sul territorio dello Stato richiesto è contraria alla volontà della persona o delle persone che esercitano nei suoi confronti la patria potestà;

(*b*) la presenza del minore sul territorio dello Stato richiesto è incompatibile con una misura di protezione o di rieducazione adottata nei suoi confronti dalle autorità competenti dello Stato richiedente;

(*c*) la presenza del minore sul territorio dello Stato richiedente è necessaria e motivo di una procedura intesa ad adottare nei suoi confronti misure protettive o rieducative.

(2) La presente Convenzione si applica altresì per il rimpatrio dei minori che si trovano sul territorio di uno Stato contraente allorché tale Stato reputi la loro presenza contraria ai propri interessi od a quelli degli stessi minori, sempre che la legislazione di detto Stato ne permetta l'allontanamento dal proprio territorio.

ARTICOLO 3.

Ogni Stato contraente designa un'autorità centrale incaricata di formulare, emettere e ricevere le domande di rimpatrio. Tale designazione viene notificata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

TITOLO II

RIMPATRIO A RICHIESTA DI UNO STATO DIVERSO DALLO STATO DI SOGGIORNO

ARTICOLO 4.

(1) Ogni domanda intesa ad ottenere il rimpatrio di un minore per uno dei motivi previsti dall'articolo 2, paragrafo 2, è indirizzata all'autorità centrale dello Stato verso il quale viene sollecitato il rimpatrio.

(2) Se le autorità competenti di tale Stato ritengono la domanda ben fondata ed opportuna, l'autorità centrale di detto Stato invierà all'autorità centrale dello Stato di soggiorno del minore una richiesa di rimpatrio.

ARTICOLO 5.

(1) Nessuna decisione su di una richiesta di rimpatrio dovrà essere presa prima che il minore sia stato sentito personalmente, se le sue facoltà di giudizio lo consentono, da un'autorità competente dello Stato richiesto.

(2) Inoltre, detta autorità farà in modo di raccogliere i pareri delle persone interessate a detta decisione, e, in particolare, di coloro che esercitano la patria potestà o che, sul territorio dello Stato richiesto, hanno di fatto il minore in custodia. Detta consultazione avrà luogo solo nella misura in cui non sia di natura tale da recare pregiudizio agli interessi del minore e motivo dei ritardi che potrebbe causare.

ARTICOLO 6.

Lo Stato richiesto darà un seguito favorevole ad ogni richiesta di rimpatrio che sia in conformità delle norme della presente Convenzione e basata sull'articolo 2, paragrafo 1, a meno che non eserciti la facoltà di respingerla in base agli articoli 7 e 8.

ARTICOLO 7.

La richiesta può essere respinta:

(*a*) se il minore ha, in base alla legge applicabile secondo le norme di diritto internazionale privato dello Stato richiesto, la capacità di fissare da solo la propria residenza o se una tale capacità deriva dalla legislazione interna dello Stato richiesto;

(*b*) se la richiesta è basata sull'articolo 2, paragrafo 1 (*a*) e tende a sottoporre il minore all'autorità di persone che non esercitino la patria potestà in base alla legge applicabile secondo le norme di diritto internazionale privato dello Stato richiesto o che non esercitino la patria potestà in base alla legislazione interna dello Stato richiesto;

(*c*) se lo Stato richiesto ritiene che lo Stato richiedente non sia competente ad adottare le misure di cui all'articolo 2, paragrafo 1 (*b*) e (*c*);

(*d*) se lo Stato richiesto ritiene che il rimpatrio del minore sia contrario al proprio ordine pubblico;

(*e*) se il minore è cittadino dello Stato richiesto;

(*f*) se si tratta di un minore che sia cittadino di uno Stato non contraente, il cui rimpatrio sarebbe incompatibile con gli impegni esistenti fra tale Stato e lo Stato richiesto.

ARTICOLO 8.

Lo Stato richiesto può, inoltre, tenuto conto di tutte le circostanze del caso, respingere la richiesta:

(*a*) se la persona o le persone che esercitano la patria potestà o che hanno il minore in custodia si trovano sul territorio dello Stato richiesto o si oppongono al rimpatrio;

(*b*) se il rimpatrio è ritenuto contrario agli interessi del minore, in particolare ove quest'ultimo abbia vincoli familiari o sociali effettivi in tale Stato o quando il rimpatrio sia incompatibile con una misura di protezione o di rieducazione adottata in detto Stato.

ARTICOLO 9.

Lo Stato richiesto può aggiornare la propria decisione sulla richiesta:

(*a*) se la patria potestà, sulla quale è basata la richiesta, viene contestata per motivi seri;

(*b*) se ritiene necessario perseguire il minore per un reato o di sottoporlo a sanzione penale restrittiva della libertà.

ARTICOLO 10.

Se la richiesta viene accolta, le Autorità competenti dello Stato richiedente e quelle dello Stato richiesto determinano di comune accordo e nel modo più sollecito la procedura relativa al rimpatrio.

ARTICOLO 11.

Lo Stato richiesto può adottare le misure provvisorie necessarie per il rimpatrio e, in particolare, porre il minore in un istituto per la protezione

della gioventù. Può porre fine in ogni momento a tali misure che vengono a cessare, in ogni caso, allo spirare di un termine di 30 giorni se la richiesta non è stata accolta. Tali misure provvisorie sono regolate dal diritto interno dello Stato richiesto.

ARTICOLO 12.

In caso d'urgenza, l'autorità centrale dello Stato richiedente può chiedere che le misure provvisorie di cui all'articolo 11 siano adottate ancor prima del ricevimento da parte dello Stato richiesto, della richiesta di rimpatrio. Tali misure cessano se quest'ultima richiesta non è stata ricevuta entro dieci giorni.

ARTICOLO 13.

(1) Quando una persona viene rimpatriata in base alle disposizioni del presente Titolo, nessun procedimento può venire iniziato o continuato nei suoi confronti nello Stato richiedente per fatti commessi prima del suo rimpatrio, a meno che lo Stato richiesto non vi consenta espressamente. Tale consenso è del pari richiesto per l'esecuzione di una condanna penale restrittiva della libertà o di pena più grave, pronunciata nello Stato richiedente prima del rimpatrio.

(2) Il consenso di cui al paragrafo 1 è regolato dalle norme applicabili nello Stato richiesto in materia di estradizione o da ogni altra norma stabilita in tale Stato per l'applicazione del presente articolo.

(3) Il consenso non può essere rifiutato nel caso in cui lo Stato richiesto sia tenuto ad accordare l'estradizione quando questa venga richiesta.

TITOLO III

RIMPATRIO SU RICHIESTA DELLO STATO DI SOGGIORNO

ARTICOLO 14.

(1) Nei casi previsti dall'articolo 2, paragrafo 2, lo Stato di soggiorno può chiedere ad un altro Stato contraente di accettare il rimpatrio di detto minore in base alle seguenti disposizioni:

(*a*) quando la persona o le persone che esercitano la patria potestà si trovano in un altro Stato contraente, la richiesta verrà indirizzata a tale Stato;

(*b*) quando la persona o le persone che esercitano la patria potestà si trovano in uno Stato non contraente, la richiesta sarà indirizzata allo Stato contraente ove il minore ha la propria abituale residenza;

(*c*) quando non si conosca lo Stato ove si trovano la persona o le persone che esercitano la patria potestà o quando nessuno eserciti questa, la richiesta dovrà essere indirizzata allo Stato contraente ove il minore risiede abitualmente o, se il rimpatrio verso tale Stato viene rifiutato o non può aver luogo, allo Stato contraente di cui il minore è cittadino.

(2) Le disposizioni del paragrafo 1 non riguardano i poteri che gli Stati contraenti potranno esercitare in base alla propria legislazione relativa agli stranieri.

ARTICOLO 15.

(1) Se lo Stato richiesto accetta di ricevere il minore, le autorità competenti dello Stato richiedente e dello Stato richiesto fisseranno di comune accordo e nel più breve termine la procedura relativa al rimpatrio.

(2) La richiesta relativa al rimpatrio può essere accompagnata da domanda diretta ad ottenere che vengano adottate le misure del caso in relazione alla condotta o alla situazione del minore nello Stato richiedente. Detta richiesta può inoltre specificare tutte le altre condizioni alle quali dovrà essere subordinato il rimpatrio.

TITOLO IV
DISPOSIZIONI COMUNI

ARTICOLO 16.

(1) Ogni richiesta relativa al rimpatrio deve essere formulata per iscritto ed indicare in particolare:

(*a*) l'autorità centrale che l'ha emanata;

(*b*) l'identità e la nazionalità del minore di cui si richiede il rimpatrio nonché, ove occorra, il suo luogo di residenza nello Stato richiesto;

(*c*) i motivi invocati a sostegno della richiesta;

(*d*) occorrendo, l'autorità o la persona che ha presentato la domanda di rimpatrio e la natura dei suoi rapporti giuridici con il minore.

(2) Nell'ipotesi di cui all'articolo 2, paragrafo 1, la richiesta deve essere accompagnata, ove occorra, dall'originale o da una copia conforme, sia del titolo giustificativo della patria potestà, a meno che tale autorità non derivi direttamente dalla legge, sia della decisione che ordina l'adozione di una misura protettiva o rieducativa nei confronti del minore, sia dei documenti che comprovino la necessità della comparizione del minore nel procedimento in corso nello Stato richiedente nonché lo scopo di tale procedimento.

(3) Se lo Stato richiesto ritiene inadeguate le informazioni fornite dallo Stato richiedente e tali da non consentirgli di decidere in merito alla richiesta, richiederà le ulteriori informazioni che gli saranno necessarie. All'uopo potrà fissare un termine al fine di ottenere tali informazioni.

ARTICOLO 17.

(1) Salve restando le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, non è obbligatoria la traduzione delle richieste e dei documenti allegati.

(2) Ogni Stato contraente può, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, riservarsi la facoltà di pretendere che le richieste e i documenti allegati gli vengano indirizzati, accompagnati, sia da una traduzione nella propria lingua o in una delle sue lingue, sia da una traduzione in una qualsiasi

delle lingue ufficiali del Consiglio d'Europa o in quella, fra tali lingue, che egli indicherà. Gli altri Stati contraenti possono applicare il principio di reciprocità.

(3) Le disposizioni di questo articolo non pregiudicano quelle relative alla traduzione delle richieste e dei documenti allegati contenute negli accordi o nei compromessi in vigore o che possano essere stipulati fra due o più Stati contraenti.

ARTICOLO 18.

Quanto è trasmesso in applicazione della presente Convenzione è esentato da qualsiasi formalità di legalizzazione.

ARTICOLO 19.

(1) Il transito di un minore rimpatriato, in base alla presente Convenzione, attraverso il territorio di uno Stato contraente, è accordato su semplice notifica scritta ed emanata dallo Stato a partire dal quale il rimpatrio deve essere effettuato.

(2) Il transito può essere rifiutato nel caso in cui:

(*a*) il minore sia oggetto di un procedimento penale nello Stato di transito o se debba subirvi una sanzione penale restrittiva della libertà o una pena più grave;

(*b*) il minore sia cittadino dello Stato di transito.

(3) Quando il transito non viene rifiutato, il minore non può essere arrestato, né detenuto nello Stato di transito per atti commessi prima del suo ingresso in tale Stato.

(4) Lo Stato di transito vigilerà perché il minore non si sottragga al rimpatrio.

ARTICOLO 20.

Ogni rifiuto di rimpatrio o di transito deve essere motivato.

ARTICOLO 21.

Le comunicazioni tra le autorità centrali, relative all'applicazione della presente Convenzione possono essere trasmesse per il tramite dell'Organizzazione Internazionale di Polizia Giudiziaria (INTERPOL).

ARTICOLO 22.

(1) Le spese sostenute in applicazione della presente Convenzione sono a carico:

(*a*) dello Stato richiesto, se dette spese sono sostenute sul proprio territorio;

(*b*) dello Stato richiedente, negli altri casi.

(2) Le disposizioni di questo articolo non sono di ostacolo al recupero delle spese che gravano sul minore o sulle altre persone che ne sarebbero responsabili.

TITOLO V

DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 23.

(1) La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri rappresentati al Consiglio dei Ministri del Consiglio d'Europa. Essa sarà ratificata o accettata. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

(2) La Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito del terzo strumento di ratifica o di accettazione.

(3) Essa entrerà in vigore per ogni altro Stato firmatario, che la ratificherà o l'accetterà successivamente, tre mesi dopo la data del deposito del proprio strumento di ratifica o di accettazione.

ARTICOLO 24.

(1) Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ogni altro Stato non membro del Consiglio ad aderirvi.

(2) L'adesione si effettuerà mediante il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che avrà efficacia tre mesi dopo la data del deposito stesso.

ARTICOLO 25.

Ogni Stato contraente potrà, mediante dichiarazione fatta al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, definire, per ciò che lo riguarda, il termine « cittadino » ai sensi della presente Convenzione.

ARTICOLO 26.

(1) Ogni Stato contraente potrà, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, indicare il territorio o i territori ai quali la presente Convenzione sarà applicata.

(2) Ogni Stato contraente potrà, all'atto del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, oppure in qualunque altra data successiva estendere, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, l'applicazione della presente Convenzione ad ogni altro territorio indicato nella dichiarazione e delle cui relazioni internazionali detto Stato sia responsabile o per il quale esso sia autorizzato a stipulare.

(3) Qualsiasi dichiarazione fatta in base al paragrafo precedente potrà, per quel che riguarda ogni territorio citato in essa, essere ritirata alle condizioni previste dall'articolo 29 della presente Convenzione.

ARTICOLO 27.

(1) Salve restando le disposizioni dei paragrafi 3 e 4 del presente articolo, la presente Convenzione abroga, per quanto riguarda i territori ai quali viene applicata, le disposizioni dei trattati, convenzioni o accordi bilaterali che regolano, fra Stati contraenti, il rimpatrio dei minori per i motivi previsti dall'articolo 2, nella misura in cui gli Stati contraenti abbiano sempre la facoltà di ricorrere alle possibilità di rimpatrio previste dalla presente Convenzione.

(2) La presente Convenzione non vieta il rimpatrio o l'astradizione basati sia su convenzioni o accordi internazionali, che sul diritto interno dello Stato in questione.

(3) Gli Stati contraenti possono stipulare fra loro accordi bilaterali o multilaterali relativi a questioni regolate dalla presente Convenzione; tuttavia, gli accordi non potranno essere stipulati che allo scopo di completare le disposizioni della presente Convenzione o di facilitare l'applicazione dei princìpi in essa contenuti. Essi possono, in particolare, prevedere, mediante accordi o compromessi bilaterali o multilaterali, rapporti diretti fra le autorità locali.

(4) Inoltre, se due o più Stati contraenti hanno stabilito o intendono stabilire i loro rapporti nella base di una legislazione uniforme o di un regime particolare, essi avranno la facoltà di regolare i loro rapporti in materia basandosi esclusivamente su tali sistemi, nonostante le disposizioni della presente Convenzione. Gli Stati contraenti che dovessero escludere nei loro reciproci rapporti l'applicazione della presente Convenzione in base alle disposizioni del presente paragrafo, invieranno a tale scopo una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 28.

Il Consiglio d'Europa avrà cura di informarsi dell'esecuzione della presente Convenzione e faciliterà il più possibile la sistemazione pacifica di ogni difficoltà che potrà sorgere dalla sua esecuzione.

ARTICOLO 29.

(1) La presente Convenzione resterà in vigore a tempo indeterminato.

(2) Ogni Stato contraente potrà, per quel che lo riguarda, denunciare la presente Convenzione inviandone notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

(3) Tale denuncia avrà efficacia sei mesi dopo la data del ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

ARTICOLO 30.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri rappresentati al Consiglio dei Ministri e ad ogni altro Stato aderente alla presente Convenzione:

(*a*) ogni firma;

(*b*) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di adesione;

(*c*) ogni notifica ricevuta in base all'articolo 3 della presente Convenzione;

(*d*) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione in base all'articolo 23;

(*e*) ogni dichiarazione fatta in base all'articolo 25;

(*f*) ogni notifica ricevuta in base all'articolo 26;

(*g*) ogni notifica ricevuta in base all'articolo 27, paragrafo 4;

(*h*) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 29 e la data a partire dalla quale la denuncia avrà efficacia.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a L'Aja, il 28 maggio 1970, nelle lingue francese ed inglese. entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli Archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia conforme ad ogni Stato firmatario od aderente.

(*Seguono le firme*).